

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
GENERALE

T/C.2/SR.287  
6 février 1956  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le mardi 3 janvier 1956, à 14 h. 45.

SOMMAIRE

- Examen des pétitions et des communications distribuées par le Secrétaire général conformément aux articles 24 et 85, paragraphe 2, du règlement intérieur (T/C.2/L.193) (suite)

PRESENTS :

Président :

M. JAIPAL

Inde

Membres :

M. HAMILTON

Australie

M. MASSONET

Belgique

M. de CAMARET

France

M. DORSINVILLE

Haïti

M. GROUBYAKOV

Union des Républiques  
socialistes soviétiques

Secrétariat :

M. BERENDSEN

Secrétaire du Comité

EXAMEN DES PETITIONS ET DES COMMUNICATIONS DISTRIBUEES PAR LE SECRETAIRE GENERAL  
CONFORMEMENT AUX ARTICLES 24 ET 85, PARAGRAPHE 2, DU REGLEMENT INTERIEUR  
(T/C.2/L.193) (suite)

Communications concernant le Cameroun sous administration française (suite)

- 16. T/COM.5/L.131
- 17. T/COM.5/L.132
- 18. T/COM.5/L.133
- 19. T/COM.5/L.134

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

- 21. T/COM.5/L.136

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense que, bien que l'auteur de la communication ne demande pas à l'Organisation des Nations Unies d'intervenir, le Comité devrait l'examiner suivant la procédure établie.

M. MASSONET (Belgique) dit qu'il votera contre la proposition de l'URSS, étant donné que des communications de cette nature ne sont pas habituellement considérées comme des pétitions.

M. HAMILTON (Australie) indique qu'il votera lui aussi contre la proposition de l'URSS, parce que la communication est adressée non pas à l'Organisation des Nations Unies, mais au Président de l'Assemblée nationale française.

Par 3 voix contre une, avec 2 abstentions, la proposition de l'URSS est rejetée.

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

- 22. T/COM.5/L.137

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose que la communication soit examinée selon la procédure établie.

M. HAMILTON (Australie) déclare qu'il votera contre la proposition de l'URSS, étant donné que la communication a été adressée au Haut-Commissaire de France au Cameroun; l'Organisation des Nations Unies n'en a reçu copie que pour information.

Par 3 voix contre une, avec 2 abstentions, la proposition de l'URSS est rejetée.

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

23. T/COM.5/L.138  
24. T/COM.5/L.139

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

Communications concernant le Togo sous administration britannique

25. T/PET.6/L.66

Le PRESIDENT fait observer qu'en examinant les pétitions qui émanent de ce Territoire, le Comité devra tenir compte du fait que, conformément à la décision prise récemment par l'Assemblée générale, un plébiscite doit avoir lieu dans le Togo sous administration britannique.

25. T/PET.6/L.66  
26. T/PET.6/L.67 et Add.1  
27. T/COM.6/L.54  
28. T/COM.6/L.55

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

29. T/COM.6/L.56

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) signale au Comité que, depuis que la communication lui est parvenue, le Secrétariat a reçu, par l'intermédiaire de la Mission de visite au Togo, une pétition concernant le différend relatif à l'élection d'un chef sur lequel porte la communication examinée; il suggère que les deux communications soient étudiées ensemble.

Le PRESIDENT prend note de la déclaration du Secrétaire.

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

30. T/COM.6/L.67  
31. T/COM.6/L.58  
32. T/COM.6/L.59

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

Communications concernant le Togo sous administration britannique et le Togo sous administration française

33. T/PET.6 et 7/L.45 et Add.1

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose, étant donné les circonstances, de suivre la procédure quelque peu irrégulière qui consiste à transmettre toutes les pétitions et communications relatives

(M. Groubyakov, URSS)

au problème de l'unification du Togo au Commissaire des Nations Unies pour le plébiscite.

Le PRESIDENT estime que l'examen de ces pétitions n'est pas de la compétence du Commissaire.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) précise que le Conseil de tutelle a été saisi de toutes les pétitions et communications qui portent sur cette question lorsqu'il a examiné le rapport de la Mission de visite. Ces documents se rapportent, dans la plupart des cas, à des questions qui sont traitées dans les résolutions qu'ont adoptées l'Assemblée générale et le Conseil de tutelle concernant l'avenir des deux Territoires sous tutelle.

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que si les pétitions sont transmises au Conseil de tutelle selon la procédure ordinaire, elles ne seront examinées qu'après le plébiscite; le règlement de questions telles que l'octroi d'organes législatifs distincts aux deux Togos n'est évidemment pas de la compétence du Commissaire, mais il peut du moins faire une enquête sur place au sujet de l'allégation selon laquelle on use d'intimidation à l'égard de la population autochtone.

Le PRESIDENT déclare que le Comité examine pour le moment la question du classement des pétitions et qu'il étudiera plus tard la question de savoir comment il faut les examiner.

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

34. T/PET.6/ et 7/L.46

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que les observations qu'il a formulées au sujet des pétitions qui font l'objet de la rubrique 33 s'appliquent dans une large mesure au présent cas.

Le PRESIDENT considère que l'auteur de la pétition insiste sur trois points principaux : le désir de la population de réaliser l'indépendance et l'unification, l'allégation selon laquelle les autorités administrantes cherchent à intimider la population et la conviction que l'Assemblée générale aurait dû recommander l'octroi d'organes législatifs distincts pour les deux Togos. Toutes ces questions ont été examinées par l'Assemblée générale.

(Le Président)

Prenant la parole en sa qualité de représentant de l'Inde, le Président déclare que, bien que la pétition examinée ne contienne pas de faits nouveaux, il est disposé à appuyer toute proposition tendant à la reclasser.

M. DORSINVILLE (Haïti) estime qu'il est important d'envisager les incidences que pourrait avoir l'examen des pétitions concernant le plébiscite.

Si les questions soulevées dans la pétition ont déjà été examinées par le Conseil de tutelle et si l'Assemblée générale en a par conséquent tenu compte au moment où elle a étudié la question du plébiscite, le représentant d'Haïti ne voit pas pourquoi cette pétition figure dans le document T/C.2/L.195. Au cas où il n'en serait pas ainsi, le Secrétariat aurait dû le préciser dans sa note.

M. HAMILTON (Australie) partage les vues du représentant d'Haïti. Ces pétitions ont été déjà examinées quant au fond par le Conseil de tutelle et par la Quatrième Commission, et il est évident que cette commission en a tenu compte dans la résolution qu'elle a adoptée concernant l'organisation d'un plébiscite. Il semble donc qu'il n'y ait pas lieu de les examiner de nouveau.

M. de CAMARET (France) propose formellement que les pétitions qui font l'objet des rubriques 34 et 35 soient considérées comme des communications conformément au paragraphe 2 de l'article 85 du règlement intérieur.

Par 4 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la proposition est adoptée.

M. DORSINVILLE (Haïti) précise qu'il a voté en faveur de la proposition parce que l'échange de vues qui a eu lieu au Comité l'a convaincu que c'était là la meilleure façon de traiter la question. Il ne voit pas l'utilité d'exposer de nouveau les vues de sa délégation sur les problèmes en cause.

35. T/PET.6 et 7/L.47.

Le PRÉSIDENT signale que le Comité a pris une décision au sujet de cette pétition en adoptant la proposition du représentant de la France relative aux rubriques 34 et 35.

36. T/COM.6 et 7/L.22

37. T/COM.6 et 7/L.23

38. T/COM.6 et 7/L.24

39. T/COM.6 et 7/L.25

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

Communications concernant le Togo sous administration française

40. T/PET.7/L.13

41. T/COM.7/L.33

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

Communications concernant la Somalie sous administration italienne

42. T/PET.11/R.5

43. T/COM.11/L.181 et Add.1, 184 et 185

44. T/COM.11/L.182, 183, 186, 187 et 190

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

45. T/COM.11/L.188, 193, 195, 197, 198, 200 à 208, 210, 213 et 215 à 218

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité), répondant à une question du PRESIDENT, indique que ces communications ont été adressées à l'Administration de la Somalie.

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

46. T/COM.11/L.189 et Corr.1 et Add.1

En réponse à une question du PRESIDENT, M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) signale que le texte de la résolution 1289 (XVI) du Conseil a été envoyé à tous les pétitionnaires que la résolution concerne et dont le nombre dépasse douze, mais qu'ils ne l'avaient peut-être pas reçu au moment où ils ont écrit la lettre reproduite dans le document T/COM.11/L.189. L'Associazione ex-militari combattenti della Somalia proprement dite n'était pas au nombre des auteurs des pétitions auxquelles s'applique la résolution 1289 (XVI) du Conseil, mais, puisqu'un grand nombre des signatures sont les mêmes, M. Berendsen est certain que l'Associazione est au courant de la décision du Conseil.

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande quelles mesures l'Autorité administrante a prises pour donner suite à la résolution du Conseil.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) répond que le Secrétariat n'a reçu de l'Autorité administrante aucun renseignement complémentaire à ce sujet.

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

47. T/COM.11/L.191

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que cette pétition, qui porte plus de trente signatures, traite d'une question particulière de saisie de terres, et non de problèmes généraux. De plus, elle a été adressée au Conseil consultatif ainsi qu'à l'Administrateur de la Somalie; elle n'appartient donc pas exactement à la même catégorie que les communications précédentes. La question soulevée par les pétitionnaires est grave et le fait que la pétition n'a pas été envoyée directement à l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas en empêcher l'examen. Il propose donc que la procédure établie lui soit appliquée.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de l'Inde, appuie cette proposition. Bien entendu, le Comité cherchera à obtenir les observations de l'Autorité administrante avant d'examiner la communication, et, s'il apparaît que l'Administrateur a réglé la question à la satisfaction de tous les intéressés, il ne sera évidemment pas nécessaire que le Comité prenne d'autres mesures.

M. HAMILTON (Australie) déclare qu'il votera contre la proposition de l'Union soviétique, car il s'agit essentiellement d'une communication que les pétitionnaires ont adressée à l'Administrateur de la Somalie et dont ils ont simplement envoyé une copie, à titre d'information, à l'Organisation des Nations Unies. S'ils ne sont pas satisfaits de la réponse de l'Administrateur, ils s'adresseront sans doute directement aux Nations Unies; mais pour le moment, aucune mesure n'a été sollicitée de l'Organisation des Nations Unies et aucune n'est nécessaire.

M. GROUBYAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne pense pas que les pétitionnaires ont simplement envoyé une copie de la communication, à titre d'information, à l'Organisation des Nations Unies; au contraire, les Nations Unies ont reçu la communication elle-même, par la voie normale.



M. HAMILTON (Australie), citant des passages du document T/COM.11/L.191, maintient qu'il est manifeste que les pétitionnaires désirent seulement que le Conseil consultatif des Nations Unies facilite la transmission de leur communication à l'Administrateur. Rien n'indique que l'Organisation des Nations Unies doive, au stade actuel, examiner cette communication, ou même en prendre connaissance.

La proposition de l'Union soviétique est mise aux voix.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre.

Après une brève suspension de séance, conformément à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, il est procédé à un second tour de scrutin.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre. La proposition n'est pas adoptée.

48. T/COM.11/L.192

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

49. T/COM.11/L.194

M. DORSINVILLE (Haïti) se demande ce que veut dire le pétitionnaire quand il déclare que l'Administration ne veut pas que sa plainte soit portée devant les tribunaux. Normalement, c'est le pétitionnaire lui-même qui doit intenter l'action.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) suggère que le Comité ajourne le classement définitif de cette communication jusqu'à ce qu'il ait eu la possibilité d'étudier plus à fond l'historique de cette affaire.

Il en est ainsi décidé.

- 50. T/COM.11/L.196
- 51. T/COM.11/L.199
- 52. T/COM.11/L.209
- 53. T/COM.11/L.211
- 54. T/COM.11/L.212

Le classement proposé par le Secrétariat est approuvé.

- 55. T/COM.11/L.214

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de l'Inde, remarque que le règlement de cette affaire à la suite de l'appel du pétitionnaire semble être un peu lent. Il se demande si les observations de l'Autorité administrante mentionnées dans la résolution 1298 (XVI) jettent quelque lumière sur la question.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) répond négativement. Toutefois, le rapport du Conseil de tutelle contient peut-être quelques renseignements à ce sujet. M. Berendsen suggère donc que le Comité ajourne le classement définitif de la communication jusqu'à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h. 20.